

**Union européenne - Conseil
"affaires économiques et
financières" - Moins de discours de
haine et davantage de contenus
européens dans les services de
diffusion vidéo en continu: le
Conseil adopte de nouvelles règles
de l'UE - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne
(Bruxelles, 06 novembre 2018)**

Aujourd'hui, nous pouvons regarder nos programmes favoris partout, à tout moment. Une nouvelle époque requiert de nouvelles règles en matière d'audiovisuel afin de protéger les enfants et les consommateurs.

Comme suite à l'actualisation par l'UE de ses règles applicables aux services de médias audiovisuels, les services de télévision traditionnels et les nouveaux services tels que la diffusion à la demande rivaliseront dans des conditions équitables. Les plateformes de partage de vidéos seront également soumises, pour la première fois, à des règles visant à assurer que les spectateurs, et en particulier les mineurs, soient mieux protégés contre les contenus violents ou préjudiciables ou les discours de haine.

Les nouvelles règles visent aussi à renforcer la diversité culturelle et à promouvoir les contenus européens en instaurant une part d'au moins 30% d'oeuvres européennes dans les catalogues des fournisseurs de services de médias audiovisuels à la demande.

Le Conseil a adopté la nouvelle directive le 6 novembre et met ainsi un point final au processus législatif.

La nouvelle directive modifie une directive existante relative à la fourniture de services de médias audiovisuels qui date de 2010. Depuis lors, le marché des services de médias audiovisuels a évolué de manière conséquente. L'évolution technique rapide a favorisé l'apparition de nouveaux types de services, les habitudes de visionnage ont changé, et les contenus générés par l'utilisateur ont gagné en importance. Le cadre juridique est à présent en cours de mise à jour afin de tenir compte de ces évolutions.

Prochaines étapes

La directive entrera en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'UE. Les Etats membres disposeront de 21 mois pour la transposer dans leur

législation nationale./.